La Commune

Rentrée scolaire, rentrée politique

rentrée politique | Éditorial

Pour 2007, il y a pléthore de candidats, c'est le moins que l'on puisse dire. Ou plutôt, il y a beaucoup d'outsiders, surtout au PS, et deux favoris : Ségolène Royal et Sarkozy.

l'un est de gauche, l'autre de droite.
En réalité, on aurait du mal à reconnaître le candidat de gauche. Prenons la question de l'école.

Qui parle d'" *école du respect* " et d'" *internats d'excellence* " ? Ségolène Royal ? Non, Sarkozy. Qui se prononce pour " *l'ordre juste à l'école* ", la " *révolution scolaire* " et " *l'allongement du temps de présence des enseignants* " ? Le ministre de l'Intérieur ? Non, l'ancienne ministre déléguée à l'Enseignement scolaire, Madame Royal. Qui invoque la création d'un service civique obligatoire pour les jeunes ? Sarkozy, Bayrou et Ségolène Royal. Qui demande la présence d'un " *second adulte dans la classe à côté de l'enseignant confronté à des problèmes de discipline* " ? Encore Ségolène. Et qui pourfend cette proposition publiquement et férocement ? Sarkozy ? Non, Lionel Jospin, qui fut le Premier ministre de Madame Hollande. Enfin, qui se prononce pour la suppression de la carte scolaire (voir aussi p. 7), du moins pour " *desserrer ses contraintes* ", ou l'assouplir ? Sarkozy et Ségolène, cette dernière étant brocardée par ses " amis " du PS, qui feignent à cette occasion d'oublier qu'ils ont, alternativement avec la droite, désagrégé l'école publique depuis 1981.

La suppression de la carte scolaire, c'est le terrain légal pour la prolifération d'écoles, qui se multiplient déjà, pauvres pour les pauvres et bien dotées pour les autres. C'est la mise en concurrence des écoles publiques.
Cette orientation existe déjà : elle est tout simplement appliquée par Tony Blair en Angleterre, un Tony Blair dont il convient de rappeler qu'il est le modèle de référence de ... Ségolène.

C'est ainsi que, grâce au soutien des conservateurs, le " socialiste " Tony Blair a fait voter une réforme de l'école publique par le Parlement.

Cette réforme signifie que la concurrence entre écoles est ouverte. Et celles qui le souhaitent pourront prendre leur autonomie vis-à-vis des autorités locales qui les gèrent actuellement. Elles seront administrées par un " trust ", une fondation, sous la direction d'un sponsor privé, qui pourra être une association, une université, un club sportif, une entreprise ou un groupe de parents d'élèves. Avec la mise en place des conseils d'administration, dans les écoles, collèges et lycées en France, ouvrant larges les portes aux groupes de pression et élus de toute sorte, on n'est très près de la réforme anglaise.

Dans ces conditions, il est évident que l'école publique n'a jamais été aussi menacée. Et la précarité de ses personnels s'accentue. Ainsi, les 50 000 emplois vie scolaire recrutés sur des contrats de 10 mois, sans obligation de formation de la part de l'employeur, vont renforcer les rangs des assistants d'éducation, des auxiliaires de vie scolaire, des assistants pédagogiques, auxquels il faut ajouter les milliers de contractuels et vacataires. Le tout dans une situation où le gouvernement Chirac-Sarkozy-Villepin a décidé la suppression de 8 500 postes statutaires d'enseignants. Dans ce cadre, la grève dans l'enseignement prévue pour le 28 septembre a un fondement solide et légitime. Pour peu qu'elle ne soit pas à nouveau une " journée d'action " sans lendemain qui aboutirait à lasser les enseignants au lieu de les mobiliser pour gagner. La sauvegarde de l'école publique est, là encore, dans le " Tous ensemble ".

Modifié le mercredi 13 septembre 2006

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n’aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n’aura été aussi fort comme en atteste l’explosion de l’abstention ouvrière...

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d’une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de...

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face...

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)1 a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ».

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé...

Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire...